



CONSEIL

Cent soixante-huitième session

29 novembre – 3 décembre 2021

Initiative Main dans la main

Résumé

Le présent rapport propose une synthèse des progrès récemment accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main. Y sont notamment abordés les points suivants:

- a) des comptes rendus succincts des progrès réalisés dans seize pays parmi ceux qui ont le plus avancé dans la mise en œuvre de l'Initiative sur les 45 qui en sont désormais bénéficiaires;
- b) les enseignements tirés de l'expérience acquise dans ces pays et dans le cadre d'autres projets de mise en œuvre de l'Initiative;
- c) les répercussions et les avantages découlant de la désignation de l'Initiative en tant que domaine prioritaire du Programme au titre de l'*amélioration en matière de conditions de vie* (AV 6) dans le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO;
- d) le positionnement inattendu de l'Initiative en tant que plateforme d'appui à la mise en œuvre multipartite et intersectorielle de programmes nationaux en faveur de la transformation des systèmes agroalimentaires;
- e) l'état d'avancement de la conception d'un tableau de bord qui permette de veiller à ce que l'Initiative fasse l'objet d'une exécution, d'une gestion et d'une gouvernance efficaces et donne des résultats concrets;
- f) les défis et les possibilités qui se présentent en ce qui concerne l'utilisation des mécanismes de l'Initiative pour renforcer la composante «développement» du nexus action humanitaire-développement-paix dans les pays en proie à une crise alimentaire.

Ce rapport s'appuie sur les informations communiquées dans les rapports précédents au Comité du Programme et au Conseil. On trouvera des renseignements supplémentaires au sujet de l'Initiative sur la [page qui lui est consacrée](#) sur le site web de la FAO ainsi que dans la [Plateforme géospatiale de l'Initiative](#).

Suite que le Comité du Programme et le Conseil sont invités à donner

Le Comité du Programme et le Conseil sont invités à prendre note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main et à donner les indications qu'ils jugeront utiles.

En particulier, le Comité souhaitera peut-être:

- a) constater avec satisfaction le nombre sans cesse plus important de pays qui prennent part à l'Initiative et les différentes façons dont les pays participants se servent de celle-ci pour consolider et accélérer les programmes déjà en place ou mettre au point de nouveaux programmes ambitieux, renforcer leurs capacités nationales et accroître leur appropriation du processus de développement durable à l'échelle nationale;
- b) se féliciter des mesures prises et des résultats obtenus au niveau des pays et souligner la nature particulière de l'Initiative en ce qu'elle est prise en main et pilotée par les pays;
- c) prendre acte des défis extraordinaires auxquels les pays bénéficiaires de l'Initiative ont été confrontés au cours des 18 derniers mois et se féliciter de la souplesse et de l'adaptabilité des programmes soutenus par l'Initiative, qui permettent de poursuivre les travaux entamés en dépit de situations de crise extrêmes;
- d) constater que tous les Membres de la FAO peuvent participer à l'Initiative, non seulement en tant que bénéficiaires directs ou indirects, mais également en qualité de partenaires de développement et de partenaires fournisseurs de ressources, et ce par divers moyens, notamment une aide directe, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, une assistance technique en nature, un appui aux échanges entre les secteurs public et privé ou encore un appui à des mécanismes tels que le Mécanisme multidonateurs flexible, qui procure la souplesse nécessaire pour répondre rapidement à de nouveaux besoins et concevoir de nouveaux outils et programmes de formation en association avec certains des pays les moins avancés;
- e) accueillir favorablement la tendance qui se dessine en faveur d'une programmation plus vaste et plus ambitieuse, sous l'impulsion de l'engagement pris dans le cadre de l'Initiative s'agissant de promouvoir et appuyer dans la durée une action qui soit davantage porteuse de transformation et d'une nature plus inclusive et plus collective;
- f) noter l'avancement de l'élaboration d'un tableau de bord de suivi fondé sur la définition de typologies rigoureuses, établies à partir de données empiriques, ainsi que les différentes fonctions de ce tableau de bord, qui servira non seulement de système de suivi pour rendre compte des progrès accomplis, mais aussi de système de gestion des connaissances et de plateforme de communication pour le gouvernement hôte et les partenaires;
- g) se dire conscient des divers avantages que présente la désignation de l'Initiative parmi les vingt domaines prioritaires du Programme au titre du Cadre stratégique 2022-2031, en particulier la possibilité de se servir de l'Initiative comme d'un outil de validation et d'un laboratoire d'apprentissage dans l'optique d'une transition qui serait opérée à l'échelle de l'Organisation pour passer d'une stratégie fixe, orientée sur des projets, à une approche programmatique de plus grande envergure et plus dynamique;
- h) noter avec satisfaction que l'Initiative constitue une plateforme de travail fondée sur la transparence et la reddition de comptes qui permet une collaboration multisectorielle et multipartite plus efficace pour favoriser la transformation accélérée des systèmes agroalimentaires au niveau national.

Le Conseil est invité à donner les indications qu'il jugera utiles.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen

Économiste en chef

Tél.: +39 06570 50869

Courriel: Maximo.ToreroCullen@fao.org

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi pour donner suite aux demandes que le Comité du Programme et le Conseil ont formulées, respectivement à leurs cent trentième (CL 166/9) et cent soixante-sixième (CL 166/REP) sessions, afin que leur soient régulièrement présentées des informations actualisées sur les progrès accomplis et les résultats obtenus dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la Main.

2. Le lancement de l'Initiative a été annoncé par le Directeur général en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à la fin du mois de septembre 2019. Quelques semaines plus tard, en octobre et en novembre 2019, les Membres de la FAO qui remplissaient des critères objectifs liés à leur statut de pays en développement sans littoral (PDSL) ou petit État insulaire en développement (PEID) comptant également parmi les pays les moins avancés (PMA), ou d'autres pays parmi les moins avancés, des pays en situation de crise alimentaire selon la définition qui en est donnée par le Réseau mondial contre les crises alimentaires, ainsi que des pays à forte population pauvre ont été invités par le Directeur général à participer à l'Initiative. Depuis lors, et souvent à l'issue d'un vaste processus de consultation, plusieurs pays, à raison de deux par mois en moyenne, ont présenté une demande pour bénéficier des nombreuses mesures spéciales de soutien programmatique prévues dans le cadre de l'Initiative. Ils sont aujourd'hui 45 pays à avoir exprimé leur souhait de participer à l'Initiative: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, El Salvador, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Kiribati, Malawi, Mali, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République démocratique populaire lao, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Tuvalu, Yémen et Zimbabwe.

3. Les premières expériences confirment que l'Initiative offre aux Membres de la FAO et à leurs partenaires de développement une approche nouvelle et efficace pour renforcer, étendre et pérenniser des programmes nationaux ambitieux à l'appui de la réalisation des priorités en matière de transformation des systèmes agroalimentaires en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) 1, 2 et 10. Avec sa Plateforme géospatiale, l'Initiative donne accès à la plateforme d'échange et d'analyse de données et d'informations la plus vaste et la plus performante au monde. Dans le cadre de l'Initiative, des équipes techniques spéciales pluridisciplinaires et interorganisationnelles de la FAO collaborent avec des équipes nationales homologues pour appliquer des méthodes d'analyse qui aident à repérer les territoires et populations où des programmes et investissements destinés à ouvrir de nouvelles perspectives axées sur les marchés à l'appui d'une croissance inclusive et durable sont susceptibles de mener à l'élimination de la pauvreté et de la malnutrition et à une diminution importante des inégalités.

4. Plus d'une vingtaine de Membres ont achevé (ou sont sur le point d'achever) les études techniques nécessaires et se sont entendus (ou vont bientôt s'entendre) sur les points d'entrée pour le programme, sur les chaînes de valeur, les territoires et les marchés (généralement nationaux et internationaux) à cibler ainsi que sur les investissements à engager. La plupart d'entre eux ont déjà amorcé les consultations préliminaires avec les partenaires, et les autres devraient leur emboîter le pas au cours des deux prochains trimestres. De courtes notes conceptuelles sont en cours d'élaboration pour présenter de manière succincte les principales conclusions des études, les objectifs prioritaires établis au niveau gouvernemental, une ébauche préliminaire du programme, la théorie du changement à appliquer pour réaliser des progrès tangibles au regard des ODD 1, 2 et 10, et les principaux indicateurs du programme. Celles-ci seront complétées par des évaluations des besoins en termes d'investissements publics et privés. Les notes conceptuelles et les évaluations des besoins d'investissement (ou «prospectus») serviront de base à l'appariement avec des partenaires d'investissement et d'autres partenaires du programme.

5. Le présent rapport s'intéresse de plus près aux progrès réalisés dans 16 pays. Ceux-ci ont été choisis pour illustrer toute l'étendue et la diversité des expériences nationales, et si leur nombre est limité, c'est uniquement pour des raisons de concision. Des coups de projecteurs sur d'autres pays seront proposés dans de prochains rapports.

II. Coup de projecteur sur les progrès accomplis dans certains pays

A. Angola

6. Dans une lettre adressée au Directeur général, le Ministre de l'économie et de la planification a indiqué que son gouvernement comptait s'appuyer sur les outils d'analyse et les mécanismes d'appui aux partenariats de l'Initiative Main dans la main pour renforcer le Programme d'appui à la production, à la diversification des exportations et à la substitution des importations (PRODESI), l'un des principaux programmes nationaux mis en place au titre du Plan de développement national (2018-2022), et en amplifier les effets.

7. Grâce à une assistance technique importante fournie par la FAO, l'Angola vient d'achever sa toute première enquête agricole nationale, et des efforts sont actuellement déployés pour traiter les données et s'en servir comme principale source d'information pour renforcer les travaux menés dans le cadre du PRODESI. Le programme de fermes-écoles, lancé conjointement avec la FAO en Angola en 2006, n'a cessé de se développer ces quinze dernières années, à tel point qu'il constitue aujourd'hui un outil d'appui essentiel au Plan de développement national. L'objectif est de faire passer le nombre de participants au programme de 100 000 actuellement à un million, grâce à l'Initiative Main dans la main, qui servira de cadre à l'élaboration d'un programme national multidimensionnel.

8. Les travaux concernant la collecte de données pour l'analyse stochastique du seuil de rentabilité avancent bien et permettront de définir des typologies destinées à mieux cibler les secteurs et les produits pour lesquels la production doit être améliorée. Ces travaux seront étayés par des analyses supplémentaires qui permettront de déterminer les possibilités de spécialisation et de développement de chaînes de valeur intermédiaires pour les marchés nationaux et, si possible, internationaux, dans le cadre de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine. Les activités de la FAO en faveur de ce programme qu'elle soutient par l'intermédiaire de l'Initiative sont financées au titre du tout premier accord de l'Angola relatif à un fonds fiduciaire unilatéral axé sur l'agriculture.

B. Bangladesh

9. S'il a récemment essuyé des revers en raison de la covid-19, le Bangladesh est en passe de devenir un pays à revenu intermédiaire, porté par une croissance économique moyenne de 6,5 pour cent au cours des dix dernières années. Ces progrès ont ouvert d'immenses perspectives pour le pays. En raison de l'urbanisation rapide et de la croissance soutenue des revenus, les habitudes alimentaires évoluent, avec une demande de fruits, de légumes, de viande, d'œufs et de poisson qui devrait augmenter de plus de 50 pour cent d'ici à 2030.

10. La production intérieure peine toutefois à satisfaire la demande croissante de produits de base de plus grande valeur, ce qui a entraîné une multiplication par trois des importations alimentaires (de 2007 à 2017), qui se chiffrent désormais à 10,7 milliards d'USD. La surproduction de denrées périssables à certaines périodes de pic pose aussi problème, ce qui conduit à s'intéresser davantage aux marchés d'exportation, à l'ajout de valeur (initiative «Un pays – un produit prioritaire») et aux possibilités offertes par le secteur de la transformation de produits agricoles. La diversification des cultures est aussi étroitement liée à la croissance des secteurs de l'élevage et de la pêche, car ces deux secteurs nécessitent des aliments complémentaires, lesquels sont produits au niveau local à partir d'un mélange de maïs et de soja bruts importés et cultivés localement.

11. Le pays a établi six zones sensibles, qu'il définit comme «des lieux caractérisés par un niveau d'activité ou de danger important». Il s'agit de zones où convergent des problèmes semblables liés à l'hydrologie, au changement climatique et à l'environnement. Grâce aux travaux d'établissement de typologies, qui sont en passe d'être achevés et seront bientôt présentés au gouvernement, l'Initiative Main dans la main permet de tenir compte de ces zones sensibles et d'aller au-delà des conditions environnementales en intégrant les réalités socioéconomiques dans l'analyse qui est réalisée.

12. À terme, l'Initiative deviendra un élément d'appui fondamental du programme prioritaire du gouvernement relatif à la transformation du secteur agricole. Les grands acquis de l'Initiative, à savoir les typologies, l'optimisation de l'emplacement et la planification géospatiale, permettront de concevoir les interventions devant être mises en œuvre dans le cadre du programme de transformation agricole et de déterminer leur emplacement géographique. Celui-ci vise à moderniser le secteur agricole au moyen de diverses interventions, notamment l'amélioration et le développement des chaînes de valeur, la promotion d'une production agricole tournée vers l'exportation, la mécanisation, la transformation de produits agricoles, le développement de l'agriculture et de l'agroécologie résilientes face au changement climatique, le financement de l'action climatique, la transformation numérique du secteur agricole, la promotion du rôle moteur et de l'esprit d'entreprise des femmes et des jeunes dans l'agriculture, le renforcement de la chaîne d'approvisionnement et du secteur privé ou encore la diversification des produits de base.

13. Le programme de transformation agricole bénéficiera également d'une analyse des investissements fournie dans le cadre de l'Initiative. Alors que la Banque mondiale s'est déjà engagée à contribuer à hauteur de 500 millions d'USD, des négociations sont actuellement en cours avec d'autres partenaires, notamment les Pays-Bas, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque asiatique de développement, la Banque islamique de développement et l'Organisation du Système CGIAR. Le Gouvernement bangladais a fixé une cible minimale de 3 milliards d'USD pour la totalité du programme.

14. La coordination du programme de transformation agricole est assurée par le Groupe consultatif local sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, coprésidé par le Ministère de l'agriculture et la FAO, ainsi qu'au sein du sous-groupe chargé du programme, qui est coprésidé par la FAO et dont la Banque mondiale est un partenaire actif.

C. Bhoutan

15. La participation du Bhoutan à l'Initiative Main dans la main a débuté en juin 2021 à l'occasion d'un atelier de démarrage destiné à appuyer la réalisation de l'ODD 1 et de l'ODD 2, qui avait été organisé conjointement par la FAO et le Gouvernement du Royaume du Bhoutan dans le cadre des initiatives prioritaires multidisciplinaires régionales du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique consacrées à l'Initiative Main dans la main. Lors de cet atelier, le gouvernement avait demandé que soit mise en place une procédure accélérée, prévoyant une administration conjointe et la désignation de points focaux de haut niveau, et avait ainsi démontré sa volonté d'agir vite pour mettre sur pied un plan d'action solide. Depuis, des progrès rapides ont été accomplis.

16. À l'heure actuelle, un comité directeur conjoint et une équipe spéciale chargée de l'Initiative ont été créés. Ils se composent de membres venant de différents ministères et organismes publics et bénéficient d'un appui de diverses unités de la FAO. Le comité directeur rend compte à la Commission du bonheur national brut, ainsi qu'au Ministère de l'agriculture et des forêts. La structure de gouvernance interministérielle et multisectorielle a été adoptée par le gouvernement pendant l'atelier de lancement organisé sous la direction du Ministère de l'agriculture et des forêts en août 2021. Actuellement, l'équipe spéciale et le comité directeur se réunissent tous les mois, et plusieurs consultations techniques (état des lieux, définition des priorités, etc.) sont en cours ou sont prévues dans la feuille de route et le plan de travail relatifs à la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main au Bhoutan.

17. Quatre domaines thématiques ont été définis comme prioritaires par le comité directeur conjoint: 1) développement des entreprises et commercialisation; 2) agriculture intelligente face au climat et agriculture durable; 3) sécurité alimentaire et nutrition; 4) plateformes fondées sur les systèmes d'information géographique (SIG) et transformation numérique de l'agriculture. Des études de référence visant à déterminer les principales difficultés, priorités et possibilités dans le contexte des domaines thématiques seront bientôt réalisées, l'idée étant de mieux tracer les contours d'une approche intégrée et d'interventions en faveur de la transformation des systèmes agroalimentaires. La création de typologies a été amorcée et est coordonnée par l'équipe spéciale nationale, en collaboration avec un point focal du Ministère de l'agriculture.

18. L'Initiative Main dans la main au Bhoutan est également alignée sur les composantes complémentaires des évaluations hydrologiques effectuées dans le cadre du projet mené par le Fonds vert pour le climat au Bhoutan. Le gouvernement s'est montré vivement intéressé par la perspective d'aligner l'Initiative «Un pays – un produit prioritaire», qui vise à renforcer la valeur ajoutée des produits de base destinés à l'exportation, sur l'Initiative Main dans la main. Il cherche également à renforcer les capacités liées à la collecte et à l'évaluation des données, notamment en ce qui concerne la cartographie de la pauvreté et de la faim. Les typologies de l'Initiative Main dans la main ainsi que d'autres outils d'analyse seront exploités pour définir des points d'entrée pour le programme national bhoutanais fondé sur l'Initiative.

D. Burkina Faso

19. L'expérience du Burkina Faso a permis de dégager de nombreux enseignements concernant la présentation et le déploiement de l'Initiative Main dans la main; elle a également mis en évidence combien il était important d'assurer une appropriation au niveau national, et ce dès le départ, en mettant en place une gouvernance conjointe et en faisant comprendre, par une communication claire, que l'Initiative donne accès à des outils de pointe permettant d'appuyer les programmes nationaux grâce à la collecte et à l'analyse de données, à un soutien aux politiques, à des partenariats multidimensionnels et multipartites et à une assistance pour la mobilisation de financements et d'investissements. En d'autres termes, l'Initiative n'est pas un programme exécuté par la FAO, mais un moyen de renforcer et de développer des initiatives et programmes nationaux.

20. Le gouvernement et la FAO sont convenus de constituer une équipe spéciale conjointe composée de plusieurs acteurs. Pour favoriser une meilleure appropriation de l'Initiative au niveau national, des réunions d'échange et d'information ont été organisées avec toutes les parties prenantes afin de leur présenter l'Initiative, de solliciter leur participation et de nouer des partenariats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Afin de mieux soutenir la mise en œuvre, le gouvernement, avec l'aide technique de la FAO, a recruté une personne pour agir à titre de facilitateur et de point focal national.

21. À la suite de cette réorganisation, plusieurs mesures ont été prises pour accélérer l'élaboration d'un programme national avec l'appui de l'Initiative, notamment:

- a) la rédaction d'une note conceptuelle pour structurer le processus d'élaboration du programme burkinabé soutenu par l'Initiative;
- b) la conclusion d'un accord au titre du Programme de coopération technique (PCT), pour un montant de 500 000 USD;
- c) le lancement officiel de l'Initiative Main dans la main;
- d) l'organisation de deux réunions conjointes avec l'équipe spéciale;
- e) le recensement et la sélection des régions où intervenir dans le cadre du programme, sur la base de l'étude relative à la typologie des régions et aux chaînes de valeur à renforcer (riz, cacahuètes, sésame, secteur bovin, produits forestiers non ligneux et aquaculture);
- f) le recrutement de deux consultants nationaux chargés d'effectuer des études sur les politiques et les mesures financières nécessaires à la modernisation des chaînes de valeur, ainsi que d'un consultant international chargé d'élaborer un plan d'investissement.

22. Il a été convenu d'un nouveau cadre de résultats lié au PCT en juin 2021 afin d'orienter l'action menée à l'appui du plan de travail approuvé. Pour favoriser l'appropriation, des recommandations ont été formulées pour garantir la cohérence entre les mesures définies dans le nouveau cadre de résultats et la troisième phase du Programme national du secteur rural (PNSR III), qui constitue un cadre national global pour la production agro-sylvo-pastorale et l'amélioration de l'environnement, de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Cela a permis d'accélérer les efforts conjoints d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi de l'Initiative Main dans la main dans la droite ligne de la troisième phase du PNSR.

23. La démarche territoriale et la stratégie de différenciation qui sont privilégiées dans le cadre de l'Initiative complètent naturellement l'approche axée sur l'adaptation au niveau régional qui est appliquée dans le contexte du PNSR. Grâce à cette approche, il est possible d'examiner, pour chaque région, dans quel secteur agro-sylvo-pastoral des investissements supplémentaires sont nécessaires pour favoriser la croissance, accroître la production et améliorer les conditions de vie des producteurs.

E. Équateur

24. L'Équateur, qui participe à l'Initiative Main dans la main depuis juin 2020, a désigné un premier point focal au sein de son Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Plus précisément, l'appui apporté par l'Initiative s'inscrit dans le cadre du Plan national pour l'agriculture 2020-2030, élaboré par l'administration précédente du Ministère. Le gouvernement ayant changé récemment, le Programme national fait actuellement l'objet d'un examen par les nouvelles autorités ministérielles.

25. Les outils et méthodologies de l'Initiative ont été intégrés pour étayer la planification de la nouvelle administration. À cet égard, des réunions ont déjà eu lieu aux niveaux politique et technique avec la nouvelle administration du Ministère. À l'heure actuelle, quatre provinces ont été jugées prioritaires au niveau national, à savoir Cotopaxi, Tungurahua, Chimborazo et Manabí, et il est convenu que le Ministère passerait à l'étape suivante, qui consiste à élaborer le plan d'investissement.

26. Pour encourager la participation des institutions financières internationales, une table ronde avec des institutions susceptibles de devenir des partenaires de financement a été organisée pour présenter les enseignements tirés de l'Initiative, et des réunions bilatérales ont été menées avec l'USAID, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque latino-américaine de développement. Depuis le 7 mai 2021, cette action nationale bénéficie d'un appui dans le cadre du PCT.

27. En ce qui concerne le plan d'investissement relatif à certains territoires, des réunions de travail ont eu lieu entre la FAO et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage en vue d'approuver les territoires pilotes classés prioritaires et les chaînes de valeur pour lesquelles les différents plans d'investissement seront élaborés. En outre, le Ministère procède actuellement au recensement des axes d'intervention afin que la FAO puisse contribuer directement à l'élaboration des plans d'investissement. Une collaboration entre la FAO, le Ministère et le FIDA a été considérée comme envisageable. Par ailleurs, le bureau de la FAO en Équateur a mis à disposition l'étude relative au modèle d'équilibre général, réalisée par la Division de l'économie agroalimentaire, afin que ce document technique puisse éclairer les échanges en cours entre le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et celui de l'économie et des finances. Dans cette optique, grâce au plan d'investissement, l'Initiative Main dans la main devrait constituer un soutien essentiel à la mise en œuvre de la politique agricole nationale et des programmes d'investissement devant être exécutés au niveau national et territorial. L'objectif de ces programmes est de réduire la pauvreté rurale et de promouvoir l'emploi dans le secteur agricole.

28. Les échanges avec le secteur privé suivent leur cours, et une présentation conjointe sera organisée pour présenter de nouvelles analyses d'investissement à une entreprise intéressée. En novembre 2021, une manifestation consacrée aux investissements se tiendra en présence du Président de l'Équateur. L'Économiste en chef de la FAO a été invité à y participer.

F. El Salvador

29. En El Salvador, l'Initiative est menée sur deux fronts simultanément. Le premier est principalement lié au programme national RECLIMA, mis au point avec le concours de la FAO sous la houlette du Fonds vert pour le climat. Le programme RECLIMA a pour objectif premier de renforcer la résilience des agriculteurs face au changement climatique, mais offre également la possibilité de contribuer à la réalisation d'autres objectifs économiques et sociaux grâce à l'application des instruments d'appui de l'Initiative Main dans la main. Le programme est exécuté dans 114 municipalités sélectionnées selon une méthode d'analyse décisionnelle multicritères et, depuis le mois de septembre 2021, des études diagnostiques participatives sur les territoires sont effectuées afin de recueillir des informations destinées à étayer les plans d'investissement locaux.

Le Centre d'investissement de la FAO, qui contribue à l'Initiative Main dans la main, participera au processus en aidant à définir et à exécuter les plans d'investissement.

30. De plus, des efforts sont déployés pour aider le Ministère de l'agriculture à mettre en œuvre son plan directeur de sauvetage agricole, dont l'approche est totalement compatible avec l'Initiative Main dans la main et qui pourrait bénéficier de l'appui de celle-ci. Parallèlement, l'équipe de pays de la FAO a été chargée d'aider à l'élaboration d'une législation relative à la gouvernance de l'eau.

31. Il a fallu plusieurs mois pour recueillir les données nécessaires à l'analyse stochastique du seuil de rentabilité mais, grâce à l'appui des pouvoirs publics, c'est désormais chose faite. Les cartes typologiques qui en résultent ont été approuvées par le bureau de pays. Le Représentant de la FAO devrait continuer à déterminer les territoires prioritaires et à élaborer des plans d'investissement au niveau territorial aussi bien à l'intérieur des zones visées par le programme RECLIMA qu'à l'extérieur de celles-ci. Une présentation sera faite au gouvernement en octobre 2021.

G. Érythrée

32. Au terme de correspondances échangées entre le Ministre de l'agriculture de l'État d'Érythrée et le Directeur général de la FAO au cours du premier trimestre de 2021, l'Érythrée a rapidement établi des modalités de gouvernance conjointe afin d'encadrer l'élaboration d'un programme national relatif à la transformation agricole et au développement rural durable.

33. Le gouvernement a d'abord désigné son équipe spéciale officielle, qu'il a présentée à la FAO. Par la suite, une réunion d'information conduite par l'Économiste en chef de la FAO a été organisée pour présenter l'Initiative Main dans la main au Ministre de l'agriculture, M. Arefaine Berhe, et à son équipe. Le 19 août 2021, le Ministère de l'agriculture et le bureau de la FAO en Érythrée ont co-organisé un premier atelier de consultation sur l'Initiative. Parmi les experts et les points focaux de l'équipe spéciale nationale participant à l'atelier figuraient des représentants du Ministère de l'agriculture et du Ministère des ressources marines. M. Semere Amlesom, conseiller du Ministre de l'agriculture et nommé responsable de l'Initiative en Érythrée, a présidé l'atelier. L'atelier a permis de présenter le principe qui sous-tend l'Initiative à l'ensemble de l'équipe spéciale nationale et d'amorcer le processus en vue de l'établissement des priorités et d'une feuille de route pour l'élaboration du programme érythréen.

34. Parmi les premiers domaines prioritaires, citons notamment le développement des chaînes de valeur, la transposition à plus grande échelle du plan agricole minimum intégré à l'intention des ménages, ainsi que le renforcement du département responsable du SIG et du Laboratoire national de santé animale et végétale. Ces domaines prioritaires initiaux devraient être élargis à l'issue d'une analyse technique et d'une consultation plus poussées. Des ressources financières seront allouées au titre du PCT en vue d'appuyer le processus d'appariement. L'assistance technique et le soutien de la FAO seront nécessaires pour les données géospatiales, le développement des chaînes de valeur et l'élaboration du plan d'investissement.

H. Éthiopie

35. En Éthiopie, l'Initiative Main dans la main vise à accélérer la transformation agricole et le développement rural, à partir des travaux déjà réalisés par le gouvernement et ses partenaires pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative aux parcs agro-industriels intégrés. L'appui fourni dans le cadre de l'Initiative consiste en premier lieu à réaliser des études sur les chaînes de valeur, puis à élaborer des analyses et des plans d'investissement pour orienter les investissements des partenaires de développement publics et privés vers la production, l'agrégation, l'ajout de valeur et la commercialisation, notamment par le biais des zones d'approvisionnement en produits agricoles situées autour des parcs.

36. Dans ce contexte, et conformément à la demande du gouvernement, l'appui fourni au titre de l'Initiative continue d'être axé sur la mise en œuvre des plans d'investissement définis pour ces zones, notamment au moyen des mesures suivantes:

- a) faire en sorte que les partenaires s'accordent pour résoudre certains blocages au niveau des chaînes de valeur;

- b) renforcer la structure institutionnelle pour améliorer la coordination et accélérer la mise en œuvre des initiatives liées aux zones d'approvisionnement;
- c) garantir la participation des agriculteurs les plus pauvres et d'autres groupes vulnérables au développement des chaînes de valeur et des activités génératrices de revenus connexes;
- d) mobiliser des partenariats en faveur de l'investissement.

37. Ainsi, l'Initiative Main dans la main fournit: i) une plateforme qui permet aux parties prenantes de se concerter et de collaborer pour remédier aux points de blocage auxquels elles sont confrontées au niveau de la coordination et des chaînes de valeur à l'intérieur des zones d'approvisionnement en produits agricoles; ii) un socle analytique plus solide permettant de mieux cerner la dynamique de la pauvreté et la dynamique territoriale associées à ces zones, de recenser les possibilités concrètes d'investissement et d'établir des liens avec d'autres programmes et politiques connexes.

38. Pour l'heure, l'Initiative Main dans la main prête appui au Ministère de l'agriculture et, en particulier, aux gouvernements régionaux de l'Oromia, du Sidama et de la Région des nations, nationalités et peuples du Sud, dans le cadre d'un PCT d'une valeur de 500 000 USD. Plusieurs produits d'analyse destinés à permettre une prise de décision fondée sur des données factuelles sont en cours d'élaboration et comprennent, entre autres: une étude quantitative sur la pauvreté dans le secteur agricole; un état des lieux chiffré de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de la nutrition et une évaluation qualitative des territoires dans les zones d'approvisionnement en produits agricoles visées par le PCT; une cartographie des infrastructures d'agrotransformation; une cartographie des interventions et investissements en cours et des partenaires de mise en œuvre; une typologie agricole des micro-régions, qui servira à transposer les interventions à plus grande échelle; une analyse des émissions de carbone liées aux investissements proposés; une analyse du rendement de l'investissement pour certains cas particuliers recensés dans les principales chaînes de valeur. Tous ces produits contribueront à améliorer les plans d'investissement des zones d'approvisionnement en produits agricoles et apporteront la garantie que les ressources nécessaires seront mobilisées selon une approche favorisant l'inclusion et la durabilité.

39. Selon les plans d'investissement relatifs aux zones d'approvisionnement en produits agricoles, le coût des investissements publics se chiffrerait à 680 millions d'USD sur cinq ans, les principaux postes de dépenses étant l'irrigation à petite et moyenne échelle, les agro-infrastructures, les lignes de crédit permettant d'accéder au financement et les infrastructures d'après-récolte et de stockage. Une somme de 370 millions d'USD avait été mobilisée en 2019, et 342 millions d'USD supplémentaires devraient l'être d'ici fin 2021. Environ 75 pour cent des financements supplémentaires obtenus ne relèvent pas des plans d'investissement, mais concernent des investissements destinés au secteur industriel ou à des projets d'irrigation à grande échelle. D'importants investissements du secteur privé sont nécessaires, notamment dans les secteurs de l'alimentation animale, des produits laitiers et du café de spécialité; un appui sera fourni à cet égard dans le cadre de l'Initiative Main dans la main.

40. Les partenariats sont indispensables à la réalisation des plans d'investissement. Le tout dernier partenaire à avoir rejoint l'Initiative est Digital Green, une plateforme vouée à la diffusion des connaissances agricoles auprès des producteurs. L'Agence pour la transformation agricole (ATA), qui compte parmi les principaux partenaires, a réalisé plusieurs études sur la transformation du secteur et a été l'organisme public chargé de coordonner la mise en œuvre du programme relatif aux centres de commercialisation de produits agricoles (*Agricultural Commercialization Cluster Programme* ou ACC).

I. Guatemala

41. Au Guatemala, l'intérêt officiellement manifesté par le gouvernement en avril 2021 a constitué une nouvelle preuve de la collaboration existant entre le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation et la FAO et a abouti à la désignation de deux points focaux nationaux,

qui sont devenus membres des équipes techniques conjointes chargées de mettre en œuvre l'Initiative. Celles-ci interviennent dans trois grands domaines, à savoir:

- a) la définition des interventions stratégiques à mener dans les zones de Polochic et d'Adyacencia;
- b) le classement des territoires par ordre de priorité au niveau national;
- c) l'appui à la cartographie des acteurs stratégiques.

Une note technique établie de manière commune fixe le calendrier d'action pour 2021-2022.

42. Les travaux menés avec l'appui de l'Initiative Main dans la main répondent à une double préoccupation: premièrement, donner suite à une demande d'aide urgente, que le gouvernement a formulée par l'intermédiaire du Cabinet du développement rural intégré (GDRI), afin de reconstruire les territoires de Polochic et d'Adyacencia et de renforcer leur résilience après le passage de dépressions tropicales; et deuxièmement, procéder, conformément à la demande du Ministère, en sa qualité de coordonnateur du GDRI, à une analyse territoriale supplémentaire, afin que l'élaboration des interventions dans ces zones progresse parallèlement aux travaux d'établissement d'une typologie des micro-régions, qui orienteront les investissements stratégiques à moyen et à long terme. Deux groupes multidisciplinaires conjoints ont été mis sur pied pour appuyer ces travaux.

43. Voici les principales activités menées à ce jour:

- a) Le PCT, qui contribue à l'Initiative, a été utilisé pour engager, au niveau national, un consultant principal qualifié chargé de mener à bien le processus et d'accélérer les travaux réalisés conjointement par la FAO et le Gouvernement guatémaltèque.
- b) Des progrès ont été accomplis en matière de collecte de données statistiques et géographiques actualisées aux fins de l'analyse stochastique des seuils de rentabilité et de la typologie des micro-régions, ce qui permet de classer les territoires par ordre de priorité au niveau national. Un premier territoire prioritaire a été désigné d'un commun accord dans la vallée de Polochic et la région d'Adyacencia, conformément à l'approche stratégique d'intervention après des dépressions tropicales, adoptée dans la foulée de l'engagement présidentiel.
- c) Une cartographie des acteurs territoriaux est en cours d'élaboration avec l'appui de l'Université polytechnique de Madrid. La base de données relative à la coopération nationale du Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été établie.
- d) Une note conceptuelle relative à un plan visant à fixer les priorités en matière d'investissement rural au Guatemala (2022-2032) a été élaborée grâce à l'assistance apportée par la FAO dans le cadre de l'Initiative Main dans la main.
- e) Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation a officiellement demandé qu'un appui soit fourni pour planifier et programmer les investissements prévus dans le cadre de la politique relative à la promotion de l'irrigation 2022-2032 (le Centre d'investissement de la FAO a alloué des ressources supplémentaires s'élevant à 178 000 USD).
- f) Un accord a été conclu avec ANACAFÉ, la principale organisation de producteurs de café, afin d'aider 11 000 producteurs à améliorer la productivité, l'innovation, la qualité et la commercialisation.

J. Mali

44. L'Initiative Main dans la main a démarré en décembre 2020: suite à la décision prise par le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de mener le processus, un comité directeur et un comité technique ont été créés et un point focal national a été désigné. L'Initiative a été officiellement lancée en février 2021, en présence du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, et a été approuvée par le représentant de l'ONU dans le pays. À la demande du gouvernement, l'Initiative contribuera à rendre opérationnel le programme national relatif aux zones spéciales de transformation agro-industrielle (ou agropoles).

45. Pendant les mois suivants, l'Initiative a permis d'appuyer la réalisation de plusieurs produits analytiques destinés à étayer la prise de décision fondée sur des données probantes, notamment l'analyse des dépenses publiques agricoles (dans le cadre du programme de suivi et d'analyse des politiques alimentaires et agricoles¹), la synthèse des politiques et stratégies nationales pertinentes dans les secteurs de l'agroalimentaire et l'élaboration de typologies agricoles à l'aide de la méthode relative à l'analyse stochastique du seuil de rentabilité.

46. Présentées au gouvernement et aux principales parties prenantes, les typologies agricoles ont été examinées par ceux-ci dans le cadre de consultations intersectorielles menées aux niveaux régional (trois ateliers organisés à Koulikoro, Sikasso et Ségou en juin 2021) et national (Bamako, juillet 2021). Ont participé aux consultations des partenaires techniques et financiers, le bureau de pays de la FAO et l'équipe spéciale interorganisations chargée de l'Initiative Main dans la main. Une première cartographie des donateurs a été réalisée et a notamment permis de développer une base de données globale et de dresser des cartes illustrant la répartition géographique des différents donateurs dans le pays. La cartographie a mis en évidence d'importants points de recoupement avec les zones jugées sensibles dans le cadre de l'intervention liée à l'Initiative Main dans la main dans le pays.

47. Au terme des échanges menés avec le gouvernement et les parties prenantes, il a été convenu que l'Initiative pourrait servir à soutenir: le programme relatif aux agropoles en renforçant l'entrepreneuriat agricole, en contribuant à la mise en place de programmes spécifiques visant à améliorer la compétitivité des femmes et des jeunes, et en garantissant l'accès de ces derniers aux agropoles; l'adoption de pratiques agro-écologiques pour favoriser la transition vers une agriculture durable et renforcer la résilience face au changement climatique; la mobilisation des gouvernements locaux et le renforcement de leurs capacités pour promouvoir l'inclusion des plus pauvres et des plus vulnérables et, ainsi, appuyer les efforts déployés pour assurer la stabilité et maintenir la paix.

48. Le projet de programme relatif à l'Initiative Main dans la main vient appuyer le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD II [2019-2023]) et le Plan national d'investissement dans le secteur agricole. Le Cadre stratégique et le Plan d'investissement soutiennent tous deux la création d'agropoles, qui constitue un moyen d'attirer les investissements privés et de promouvoir la transformation de l'agriculture grâce au renforcement du secteur de la transformation des produits, de la compétitivité et de l'accès aux marchés. Les agropoles devraient aussi permettre d'accroître les revenus des petits producteurs, ainsi que ceux des prestataires de services de petite et moyenne taille qui contribuent aux activités au sein des exploitations et en dehors dans les zones rurales et semi-urbaines. L'amélioration des revenus et la diversification de la production devraient également permettre l'accès à des aliments sains.

49. En encourageant les activités à valeur ajoutée et la mécanisation dans les zones de transformation, le Cadre stratégique et le Plan d'investissement ouvrent aussi la voie à des retombées dans d'autres secteurs économiques, grâce à une industrialisation légère et à l'introduction de tout un éventail de nouveaux produits agroalimentaires destinés à de nouveaux marchés. Pour faire avancer ce processus, la FAO mobilise actuellement des experts internationaux et nationaux qui auront pour tâches de mener une analyse économique et financière au niveau des territoires, de réaliser une évaluation des possibilités d'optimisation du rendement des investissements, d'évaluer la gouvernance des territoires et d'examiner les perspectives possibles en matière de transition agro-écologique et de résilience face au changement climatique. Les résultats de ces analyses viendront éclairer l'élaboration d'un programme pluriannuel détaillé, qui bénéficiera de l'appui de l'Initiative Main dans la main, et permettront d'estimer les exigences et les possibilités en matière de financement et d'investissement.

50. L'une des particularités du processus de mise en œuvre de l'Initiative au Mali réside dans le fait qu'il a été instamment demandé que la FAO mène les analyses techniques de manière conjointe avec le gouvernement et non à sa place. Le 5 juillet 2021, une formation en ligne a été dispensée à certains responsables gouvernementaux (y compris d'autres pays francophones bénéficiant de l'Initiative Main dans la main) pour leur présenter les rudiments du SIG et de CKAN (une application

¹ [Programme de suivi et d'analyse des politiques alimentaires et agricoles](#) (en anglais).

de gestion de données ouverte, utilisée par des gouvernements du monde entier) et la portée de leur application dans les secteurs agroalimentaires, ainsi que d'autres logiciels et techniques géomatiques pertinents.

51. Une réunion du comité directeur multipartite et intersectoriel chargé de mettre en œuvre l'Initiative était prévue à la fin du mois de septembre 2021. Le comité directeur était invité à approuver les régions cibles sélectionnées (Koulikoro et Kayes), ainsi qu'à examiner et à adopter la note conceptuelle relative au projet de programme et le plan d'action afférent au programme bénéficiant de l'Initiative.

52. Des tables rondes de haut niveau, qui étaient initialement prévues en décembre, seront fort probablement reportées au début de l'année 2022, compte tenu de la situation complexe et changeante qui règne dans le pays sur les plans sécuritaire et humanitaire.

K. Népal

53. Depuis juin 2021, le bureau de la FAO au Népal, le Ministère népalais du développement de l'agriculture et de l'élevage et la Banque mondiale travaillent en collaboration sur un plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat, qui constituera un cadre important en vue de travaux conjoints soutenus par l'Initiative. Ce plan offre une structure qui permettra de réaliser des investissements en faveur d'une agriculture inclusive, productive, durable et résiliente face au climat. Il a été mis au point par une équipe technique de la FAO, qui s'occupe également d'élaborer un projet ayant trait à l'agriculture résiliente face au changement climatique, dont le financement est assuré par le Fonds vert pour le climat.

54. Approuvé par le gouvernement en mars 2021, le Plan d'investissement a été lancé par le Ministère en juillet et présenté pour la première fois aux donateurs. Il est axé sur quatre provinces et leurs bassins pour mettre en évidence la diversité et les défis du pays et montrer les options d'investissement qui sont applicables dans le pays. Chaque module d'investissement proposé a été étudié et élaboré en fonction de sa contribution aux principaux objectifs stratégiques du pays en matière d'agriculture, de changement climatique et d'objectifs de développement durable (ODD), et est assorti d'indications sur les coûts et les avantages par sous-secteur, zone agro-écologique et province. Un aspect essentiel de l'étude concerne la façon dont le Plan d'investissement serait déployé, l'idée étant que les autorités locales l'intégreraient dans leurs plans et investissements locaux. Le Plan d'investissement constitue ainsi une justification et une motivation importantes pour le perfectionnement des stratégies et des investissements majeurs de l'Initiative relatifs aux territoires, y compris l'appui à l'élargissement du projet du Fonds vert pour le climat et aux prochaines priorités prévues dans les projets de la Banque mondiale ainsi que l'aide à d'autres partenaires pour l'établissement de leur stratégie de financement.

55. Pour appuyer d'autres activités de cartographie en cours, notamment une cartographie affinée de l'analyse stochastique du seuil de rentabilité et une cartographie de la pauvreté et de la sécurité alimentaire, le bureau de la FAO au Népal et son équipe spéciale chargée de l'Initiative Main dans la main comptent organiser des réunions de plus grande envergure avec les parties prenantes au plan provincial sur le Plan d'investissement et son déploiement, prévu en septembre ou octobre 2021, avec d'autres tables rondes et discussions sur l'appariement. Une étude sur le Plan d'investissement en cours d'élaboration devrait être publiée et s'accompagner d'articles de presse destinés à promouvoir le Plan et à susciter l'intérêt des partenaires.

L. Nigéria

56. Le Nigéria, vaste pays qui se caractérise par sa population hétérogène, des taux de pauvreté importants, des zones de grande insécurité, une topographie très contrastée et qui a pris un engagement au niveau constitutionnel en faveur de la décentralisation, est confronté à un grand nombre de défis complexes. Toutefois, il offre également d'intéressantes possibilités de démontrer comment, dans des contextes différents, l'approche de l'Initiative Main dans la main peut permettre d'accélérer les progrès en vue d'atteindre les ODD 1, 2 et 10.

57. Le 7 octobre 2020, le Gouvernement fédéral du Nigéria a fait savoir qu'il souhaitait participer à l'Initiative. Dès le départ, il a été convenu que la mise en œuvre de celle-ci s'organiserait dans le cadre de travaux menés par des équipes conjointes à chacune des phases. Cette décision a permis de renforcer l'appropriation et l'engagement du pays et de s'assurer que toutes les activités techniques allaient être considérées comme des moyens d'apprendre ensemble par la pratique.

58. Adapter les processus décisionnels de l'Initiative aux réalités de la structure de gouvernance décentralisée nigérienne s'est avéré légèrement plus ardu. Heureusement, la question a été résolue de manière efficace lors d'une table ronde de haut niveau entre le gouvernement et la FAO en juin 2021, au cours de laquelle l'Initiative a été présentée aux parties prenantes, notamment aux ministres du gouvernement fédéral, aux gouverneurs des États et aux responsables d'organismes nationaux, ainsi qu'à l'équipe de pays des Nations Unies, aux institutions financières internationales résidentes et à d'autres grands partenaires de développement engagés dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Les représentants gouvernementaux sont convenus que l'appui prêté dans le cadre de l'Initiative devrait s'organiser au niveau territorial, ce qui s'inscrit dans l'accord conjoint passé entre les représentants du gouvernement fédéral et ceux des États.

59. Un groupe de travail interministériel composé de fonctionnaires de rang intermédiaire ou supérieur a été créé pour diriger le processus au niveau des organismes et contribuer aux réflexions sur les plans et priorités clés du gouvernement. La structure institutionnelle envisagée pour l'Initiative Main dans la main au Nigeria comprend un comité directeur national, composé de représentants des États et du gouvernement fédéral, et une équipe technique interministérielle. Le comité directeur national compte parmi ses membres des représentants du Forum des gouverneurs, du cabinet fédéral, des institutions concernées et des Nations Unies. Il assume un rôle de direction politique de haut niveau, fournit des orientations stratégiques, assure une gouvernance intégrée et veille à la cohérence globale des priorités nationales, étatiques et locales. Épaulée par une équipe de base de la FAO, l'équipe technique interministérielle est chargée de définir une structure cohérente pour le programme national appuyé par l'Initiative et de diriger la planification des activités, l'élaboration du plan de travail, la mise en œuvre du programme, le suivi des progrès et, le cas échéant, de déterminer des mesures correctives pour résoudre les difficultés opérationnelles.

60. À l'issue d'échanges préliminaires, d'une première analyse et d'observations formulées suite à deux consultations de haut niveau, le gouvernement et les parties prenantes sont convenus d'élaborer le programme soutenu par l'Initiative Main dans la main selon une approche à deux volets.

- a) Le premier volet consistera à appuyer les plans d'investissement du programme dans les territoires confrontés à des situations d'urgence et à des chocs dans les États situés dans les nord-est, le nord-ouest et le centre-nord du pays. La coopération en matière d'interventions d'urgence, de résilience et de protection sociale sera rationalisée. On adoptera, dans le cadre de l'Initiative Main dans la main, une approche multirisque, multisectorielle et multipartite adaptée au contexte pour l'élaboration des plans d'investissement, tout en tirant pleinement parti de la stratégie de la FAO en faveur de la résilience au Nigéria (2021-2023).
- b) Le deuxième volet consistera à mettre en place des interventions, des investissements et des politiques visant à développer les chaînes de valeur de produits agricoles de base, notamment les unités d'agrotransformation, dans les régions à fort potentiel où les niveaux de pauvreté sont également importants. Une analyse technique viendra éclairer les évaluations sur les produits laitiers, l'horticulture, la pêche et d'éventuels autres sous-secteurs et permettra de préparer le terrain pour saisir les occasions de développement qui se présenteront dans les systèmes agroalimentaires.

61. Déterminer des filières qui se prêtent à la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires figure aussi parmi les domaines prioritaires qu'il faut examiner et pour lesquels il convient de proposer des solutions. Il conviendrait aussi d'envisager des mesures qui permettraient d'alléger les contraintes qui nuisent au commerce intra-régional d'intrants agricoles et de produits de base, comme les engrais. Enfin, les enjeux liés à la durabilité environnementale seront pris en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme nigérian appuyé par l'Initiative Main dans la

main, et il est prévu de réfléchir à la possibilité d'établir des liens avec l'initiative de la Grande muraille verte d'Afrique.

62. Compte tenu de ces points d'entrée possibles, des typologies territoriales ont été proposées et une cartographie des donateurs a été réalisée afin de faciliter le processus d'appariement et d'enrichir les tables rondes de haut niveau. Pour affiner les points d'entrée et établir la structure du programme pour l'Initiative Main dans la main au Nigéria, l'équipe de travail a proposé qu'un atelier de réflexion soit organisé par un prestataire de services professionnel expérimenté. Les résultats de cet atelier, prévu en octobre 2021, serviront à élaborer le plan du programme. La version finale du projet de plan devrait être achevée d'ici à novembre 2021. Un appui supplémentaire est actuellement mis sur pied sous la forme de consultants qui seront chargés d'effectuer une analyse des investissements et d'en rédiger une synthèse à l'intention d'éventuels partenaires d'investissement publics et privés.

M. Îles Salomon

63. S'appuyant sur un financement du FIDA et agissant dans le cadre de l'Initiative Main dans la main, la FAO a élaboré le tout premier Plan décennal d'investissement et de croissance pour le secteur agricole, qui vise à stimuler le développement économique, à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition et à réduire la pauvreté. Le Plan repose sur une analyse approfondie de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel de la population, ainsi que sur l'évaluation de la vulnérabilité aux effets du changement climatique, et recense les zones à potentiel agricole et les solutions qui permettraient d'améliorer les moyens d'existence, la situation socio-économique et la résilience des personnes en milieu rural.

64. Le Plan comporte quatre volets programmatiques clés:

- a) gouvernance, gestion et innovation;
- b) sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national;
- c) programme national de développement de l'élevage;
- d) développement de la production végétale nationale.

65. Le Plan d'investissement et de croissance pour le secteur agricole soutient la préparation aux catastrophes et le relèvement après une catastrophe, appuie la transition vers des systèmes alimentaires durables, répond aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes, et promeut les cultures vivrières traditionnelles et l'élevage de petit bétail pour lutter contre la malnutrition. Il a été élaboré dans le contexte de la stratégie nationale de développement et du plan de développement à moyen terme y afférent. Il servira de cadre général pour les plans d'investissement provinciaux et pour les programmes et projets agricoles spéciaux financés par le gouvernement et les partenaires de développement.

66. Les résultats escomptés de la mise en œuvre du Plan sont les suivants:

- i. une contribution accrue du secteur agricole au PIB;
- ii. un renforcement de l'autosuffisance grâce aux chaînes d'approvisionnement alimentaire locales;
- iii. une réduction du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté;
- iv. une diminution du nombre d'enfants de moins de 5 ans atteints d'un retard de croissance;
- v. une amélioration de la productivité agricole et de la création de valeur;
- vi. une meilleure rentabilité pour les communautés agricoles.

N. Soudan

67. Le Soudan a officiellement demandé à bénéficier de l'Initiative Main dans la main durant l'été 2021. Conformément aux orientations du Premier ministre, le programme soutenu par l'Initiative vise principalement à créer un organisme responsable de la transformation agricole, qui servira d'entité de liaison chargée d'appuyer les programmes nationaux visant à accélérer les progrès en faveur du développement de systèmes agroalimentaires inclusifs et durables et de la transformation

rurale. L'organisme sera officiellement dénommé «Agence de transformation de l'agriculture et de l'élevage» (ALTA).

68. Un groupe de travail technique a été mis sur pied avec la participation de points focaux techniques nationaux. L'équipe d'appui de la FAO, conduite par le Directeur du Bureau de l'innovation, mène actuellement des consultations avec plusieurs ministères et a déterminé un premier ensemble de points d'entrée thématiques. Il s'agit notamment du développement du secteur de l'élevage, avec non seulement la mise en place d'abattoirs ainsi que d'installations de transformation pour la viande, y compris ovine, et les produits laitiers, mais aussi la fourniture de services d'appui (programmes de vulgarisation et de vaccination, par exemple). Dans le secteur agricole, la priorité serait accordée au développement des chaînes de valeur (sorgho et arachides), à la distribution de semences, à la gestion de l'eau et à l'irrigation, aux services de financement et aux pratiques novatrices en matière de production d'énergie (infrastructures fonctionnant à l'énergie solaire, par exemple).

69. Un appui est déjà fourni par l'intermédiaire de la Plateforme géospatiale de l'Initiative Main dans la main, et une première série d'analyses décisionnelles multicritères a été effectuée afin de repérer des zones d'intervention possibles. La FAO prête son concours au programme en contribuant à la collecte et à l'analyse de données supplémentaires pour améliorer le niveau de précision des interventions. L'analyse du rendement économique, financier et social des interventions considérées devrait bientôt commencer. L'Initiative Main dans la main au Soudan est menée avec l'appui du bureau de pays de la FAO, du Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord et du Siège de l'Organisation, sans aucun financement au titre du PCT.

70. L'Initiative contribuera à la mise en place de l'Agence de transformation de l'agriculture et de l'élevage, notamment grâce à des analyses, des formations et des recrutements, mais comme indiqué plus haut, elle viendra aussi appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes nationaux en fonction des priorités du pays. L'analyse territoriale et les données du SIG sont primordiales pour la première série d'activités prévues dans le cadre de la mise en service de l'Agence. L'adaptation à partir de l'expérience éthiopienne constitue un exemple important en matière de partage des connaissances et d'apprentissage dans le contexte de l'Initiative Main dans la main. L'équipe responsable de l'Agence de transformation de l'agriculture et de l'élevage a déjà mis au point un cadre de résultats et une feuille de route à l'intention de l'équipe chargée de l'Initiative au Soudan.

O. Tadjikistan

71. Au Tadjikistan, la demande initiale d'appui au titre de l'Initiative Main dans la main a coïncidé avec la décision du Gouvernement tadjik de charger la FAO de mettre en œuvre le projet financé par l'Union européenne (UE) intitulé «Renforcer les institutions et les capacités du Ministère de l'agriculture et du Service national d'inspection vétérinaire aux fins de l'élaboration de politiques» (GCP/TAJ/013/EC), dont le but est d'aider le gouvernement à promouvoir le Programme de réforme agraire (2012-2020) en procédant à la restructuration et au renforcement des capacités du Ministère et du Service susmentionnés. Plus précisément, le gouvernement a demandé à la FAO d'élaborer un plan d'investissement national pour le secteur agricole, qui permettrait de recenser les priorités et les investissements à engager pour le secteur, de favoriser une utilisation efficace des ressources limitées, d'obtenir des financements et d'attirer des investissements.

72. À la demande du Ministère de l'agriculture, la FAO a mis au point le plan souhaité entre juin et décembre 2020, en se servant de l'approche de l'Initiative Main dans la main et de ses ressources, notamment en exploitant les informations et données avancées du SIG pour mieux recenser les territoires où les investissements pourraient engendrer les retombées économiques et sociales les plus bénéfiques, et en mettant à profit les activités d'appariement pour inciter d'éventuels investisseurs publics et privés et de grands donateurs à effectuer des investissements et des contributions supplémentaires.

73. Le Centre d'investissement de la FAO a pris la tête des opérations pour mobiliser un large groupe d'experts venant de toute l'Organisation et d'ailleurs. Le *Plan national d'investissement en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable (2021-2030)*, qui a ainsi

été élaboré pour le Tadjikistan, est un plan décennal comportant des interventions en matière d'investissement destinées à appuyer le développement à long terme du secteur de l'agriculture durable dans le pays. Il est assorti de plusieurs documents relatifs aux politiques et aux stratégies, ainsi que de sept fiches de projet spécifiques présentant une analyse détaillée des investissements qui pourraient remédier aux problèmes des secteurs et sous-secteurs visés par le Plan.

74. Si le Plan national d'investissement offre une vision générale du développement à court et à long terme du pays, l'application des méthodes de l'Initiative Main dans la main ouvre la voie à une approche territoriale pour la mise en œuvre du plan et à une approche d'appariement pour l'identification et la mobilisation de divers partenaires de développement dans le cadre d'un programme d'activités pris en main et piloté par le pays.

75. Parmi les innovations clés qui caractérisent l'appui fourni au programme du Tadjikistan, on peut citer le recours à des techniques géospatiales qui permettent d'analyser les performances actuelles et les principaux problèmes du secteur agricole national et qui permettent aussi d'améliorer l'analyse décisionnelle multicritères pour des lieux en particulier. Devant le manque de données agricoles géoréférencées et la courte échéance du projet, l'équipe a dû recourir aux ressources techniques de la Plateforme géospatiale, du Laboratoire de données de la FAO, de son partenaire Google Earth et agir en étroite collaboration avec les parties prenantes en vue de créer le portail analytique géospatial du Tadjikistan, l'«Atlas géospatial du Plan d'investissement national» (disponible en anglais et en russe).

76. L'appui prêté dans le cadre de l'Initiative Main dans la main ne s'est pas arrêté après la réalisation du Plan d'investissement. Il est désormais axé sur l'aide au secteur laitier, qui a été répertorié parmi les secteurs les plus à même d'accroître les revenus et de renforcer la nutrition des plus pauvres, tout en offrant d'importants débouchés pour le développement de chaînes de valeur. L'approche d'appariement conçue par la FAO a été déterminante dans les décisions prises par la Banque mondiale et le FIDA de financer deux projets visés par le Plan d'investissement national.

P. Yémen

77. En mai 2021, la Banque mondiale, la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont conjointement lancé un vaste projet d'un montant de 127 millions d'USD, assorti d'un financement au titre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire qui vise à contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté et de renforcement de la sécurité alimentaire visés par l'Initiative Main dans la main. Plus précisément, le projet a pour but de fournir des aliments nutritifs et de soutenir le rétablissement des moyens d'existence (chaînes de valeur tenant compte de la nutrition: agriculture, élevage et pêche).

78. Le projet du PCT (TCP/YEM/3802) progresse et s'avère essentiel pour soutenir le processus. Parmi les principaux résultats obtenus figurent la production d'éléments de connaissance, la participation des parties prenantes, la planification (avec la Stratégie agricole nationale [2030] et le Plan d'investissement national pour l'agriculture [2025]) et le renforcement des capacités des organismes publics.

79. Des études portant sur l'investissement sont en cours depuis janvier 2021 et seront présentées dans leurs versions préliminaires en septembre aux fins d'examen. Une équipe multidisciplinaire rassemblant plus de 20 experts nationaux et internationaux a été mise sur pied. Les études ont bien progressé et doivent désormais faire l'objet d'une approbation technique au niveau du pays.

80. Il a été difficile de collecter et d'analyser les données compte tenu du contexte marqué par un conflit important, une pandémie mondiale et des bouleversements socioéconomiques et environnementaux. Dans le cadre de l'Initiative Main dans la main, le bureau de la FAO au Yémen a bénéficié d'un appui considérable, prêté par l'équipe responsable de la Plateforme géospatiale, la Division de l'économie agroalimentaire et le Laboratoire de données de la FAO (mars-juin 2021) afin de pallier les lacunes. Des travaux conjoints efficaces (entre plusieurs divisions) ont été entrepris pour cartographier la pauvreté, les conditions de vie et les possibilités offertes par les chaînes de valeur agroalimentaires. L'équipe technique a apporté une innovation de taille: une nouvelle génération de

cartes relatives à l'évaluation de la souffrance, qui permettent de rendre compte de toutes les conséquences de la guerre, des perturbations économiques et des chocs climatiques et environnementaux.

81. Un projet de cadre de résultats a été élaboré pour le nouveau programme soutenu dans le cadre de l'Initiative Main dans la main, et comprend une structure en cinq éléments. La FAO et la Société financière internationale (IFC) ont commencé à collaborer en vue de la réalisation d'une analyse approfondie des filières du café et de la pêche. Ce travail aboutira à une publication conjointe, qui évaluera le potentiel d'investissement en ce qui concerne le secteur privé et le chaînon manquant. La publication servira de base à la mise en place de financements mixtes pour les deux chaînes de valeur mentionnées. Les travaux se poursuivent pour collecter des données plus détaillées et tirer des enseignements pertinents des projets et des plans d'investissement en matière de développement et d'interventions d'urgence qui sont mis en œuvre dans le pays.

III. Deux enseignements tirés des premières expériences des pays

82. Dans la mesure où l'Initiative a pour objet d'amener les investissements en faveur des systèmes agroalimentaires et de la transformation rurale à un niveau supérieur, en termes de compétence technique, de cohérence, de portée et d'ambition, il est tout à fait compréhensible que les Membres de la FAO et leurs partenaires de développement – donateurs, institutions financières internationales, entreprises et investisseurs privés de petite ou grande taille, organismes apparentés du système des Nations Unies, partenaires de recherche et partenaires techniques, organisations non gouvernementales (ONG) et organisations de la société civile (OSC), entre autres – aient besoin de bien cerner la nature et la finalité de l'Initiative. Certes, cette dernière est encore largement en chantier, mais deux enseignements fondamentaux se sont déjà dégagés de manière évidente et peuvent être exprimés sous la forme de deux principes:

A. L'Initiative n'est pas un programme, mais une méthode inédite pour soutenir des programmes de transformation agricole et rurale pris en main et conduits par les pays.

83. L'Initiative Main dans la main n'est pas un programme qui serait destiné à être exporté dans divers pays, mais consiste plutôt en une série de mesures de soutien qui sont conçues pour: garantir que les décisions prises concernant les programmes, politiques et investissements à l'échelle nationale et internationale sont fondées sur les données scientifiques et spécifiques aux pays les plus fiables qui soient; permettre de tirer pleinement parti des possibilités de collaboration entre les partenaires de développement traditionnels et non traditionnels pour mobiliser des moyens d'exécution et accélérer la réalisation des priorités nationales dans la perspective des ODD, conformément aux normes et règles internationales établies; favoriser un accroissement des investissements publics et privés, véritables moteurs d'un changement porteur de transformations profondes; et créer un environnement porteur, caractérisé notamment par des systèmes de suivi et d'évaluation de pointe, à l'appui d'une action collaborative durable.

84. Comme le montrent clairement les études de cas, les programmes soutenus dans le cadre de l'Initiative sont rarement nouveaux. La plupart sont déjà en place depuis un certain nombre d'années et, bien souvent, l'intervention de la FAO et des principaux partenaires est antérieure au début de l'Initiative. Toutefois, il ressort également des études de cas que l'Initiative apporte une valeur ajoutée non négligeable, même dans le cas d'un programme qui est bien établi et convenablement financé. Elle donne accès, à moindre coût, à une très grande quantité de données qui, en plus d'être de meilleure qualité et géoréférencées, peuvent être combinées de manière simple et efficace et actualisées plus régulièrement que par le passé. Elle procure également un ensemble d'outils et de méthodes d'analyse toujours plus nombreux qui permettent d'affiner les analyses, d'améliorer le ciblage des programmes et d'évaluer quasiment en temps réel les effets potentiels et réels des interventions ou des événements. Enfin, elle propose de nouvelles méthodes et de nouveaux mécanismes pour relever nombre des défis de coordination les plus complexes qui se posent en matière de développement durable: bâtir des coalitions multipartites et intersectorielles et assurer leur pérennité; veiller à la conformité avec les normes, règles et principes des Nations Unies; recenser les

arbitrages à réaliser entre les différentes interventions possibles et en améliorer la gestion; renforcer les capacités nationales pour la gestion de programmes complexes.

85. Les programmes qui sont soutenus dans le cadre de l'Initiative ne sont ni des programmes de la FAO, ni des programmes de donateurs, d'investisseurs, des Nations Unies ou d'autres grands partenaires de développement. Chacun de ces acteurs peut apporter sa contribution à un volet essentiel, voire indispensable de tel ou tel programme, mais c'est toujours le gouvernement du pays concerné qui est responsable du programme. On perd beaucoup d'énergie dans des débats stériles où chacun cherche à s'appropriier le programme et à déterminer qui relève de qui. Le mieux est d'appliquer un principe simple: le programme est celui du gouvernement. La FAO collabore avec le gouvernement pour mettre en place un système de suivi et d'évaluation en temps réel des résultats, de façon à garantir un haut niveau de transparence, de mise en commun des informations, de communication et de responsabilité mutuelle entre les partenaires. Ce système, comme tous les produits de l'Initiative, est destiné à être entièrement pris en charge et, le plus rapidement possible, entièrement contrôlé par le pays responsable du programme.

B. L'appropriation nationale n'est pas un simple concept théorique, mais un principe et une pratique qui doivent être pris en compte et appliqués dès le début.

86. Un deuxième enseignement essentiel qui découle des études de cas est le fait que les programmes donnent de meilleurs résultats lorsqu'on intègre dès le départ la question de l'appropriation nationale. On peut s'y prendre de diverses manières. La gouvernance du programme, par exemple, est propice à l'appropriation dès lors qu'elle est exercée de manière conjointe et quotidienne. Dans les cas du Bangladesh, du Bhoutan et du Nigéria, présentés ici, et à des degrés divers dans beaucoup d'autres pays, les comités directeurs et techniques sont entièrement conjoints, ce qui permet une plus grande transparence, un apprentissage mutuel accéléré et une coordination simplifiée. Bien que les décisions soient prises en dernier ressort par le gouvernement, le caractère conjoint des structures contribue en général à améliorer la compréhension et la qualité des mécanismes décisionnels.

87. L'expérience acquise nous enseigne également que l'appropriation doit aussi s'étendre aux activités techniques. Comme la plupart des institutions, les gouvernements font preuve d'une certaine méfiance face à ce qu'ils ne comprennent pas. On assiste heureusement à une diminution des disparités en matière de connaissances techniques, y compris dans la plupart des pays bénéficiant de l'Initiative; de plus, on s'attache tout particulièrement à accélérer l'apprentissage technique, et ce même pendant les phases de développement et d'introduction d'innovations techniques. La FAO a eu la chance de pouvoir compter sur les contributions volontaires de plusieurs pays donateurs, par exemple au titre du projet du Mécanisme multidonateurs flexible pour l'accélération de l'innovation au moyen de l'Initiative Main dans la main (FMM/GLO/158/MUL), en vue de mettre en place divers séminaires de formation et services de soutien, qui peuvent être dispensés à distance de façon à ce que le travail technique de l'Initiative devienne une entreprise pleinement transparente et, dans certains cas, conjointe.

88. Ainsi que le démontrent les études de cas, l'Initiative n'est pas conçue pour régler les problèmes des pays bénéficiaires à leur place, mais pour améliorer les capacités de ces derniers à repérer, analyser et résoudre par eux-mêmes un éventail complexe de problèmes techniques et de difficultés en matière de politique générale, d'investissement et de coordination. L'expérience acquise jusqu'ici nous a appris que les activités visant à accroître l'appropriation, les capacités et le capital humain sont complémentaires et se renforcent mutuellement.

IV. Conception d'un tableau de bord destiné à vérifier que l'Initiative fait l'objet d'une exécution, d'une gestion et d'une gouvernance efficaces et donne des résultats concrets

89. Un tableau de bord des programmes est en cours d'élaboration. Il fournira les éléments suivants: des indicateurs de référence, un suivi des progrès réalisés par rapport aux objectifs visés, des cartes des interventions et des informations sur l'investissement de base et les différentes

contributions des partenaires et des gouvernements de l'Éthiopie, des Îles Salomon, du Népal, de la République démocratique populaire lao et du Tadjikistan. Ce tableau de bord est le fruit d'un travail minutieux de plusieurs mois, consacré à la collecte de données et à l'établissement de typologies agricoles, ainsi que de consultations étroites entre les gouvernements hôtes et les différents partenaires, toutes ces activités ayant contribué à la définition du plan d'investissement à l'appui du programme stratégique de chacun des pays.

90. Le tableau de bord est conçu pour fournir des rapports réguliers et en temps réel sur les progrès accomplis eu égard aux jalons des différents programmes et aux ODD, ces rapports étant assortis de supports visuels qui permettent d'orienter et d'appuyer les travaux des pouvoirs publics et des partenaires. Il présente également les principaux résultats obtenus et une analyse coûts-avantages, qui montrent les avancées réalisées dans les domaines d'intervention.

V. L'Initiative Main dans la main en tant que domaine prioritaire du Programme (DPP) au titre du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO

91. Le présent rapport a essentiellement mis l'accent sur les mesures prises et les résultats obtenus au niveau des pays; les prochains rapports devront rendre compte des mesures et des procédures tout aussi importantes qui sont mises en place au sein de l'Organisation et des relations institutionnelles sur lesquelles cette dernière s'appuie pour assurer la bonne exécution et la pérennité de l'appui accru aux programmes qui est fourni aux pays dans le cadre de l'Initiative. S'il est essentiel de donner la priorité au volet axé sur la transformation des pays, deux autres dimensions de la mise en œuvre sont également primordiales: une dimension interne à l'Organisation, qui concerne l'évolution des capacités, de la production et de la gestion des connaissances, des pratiques, des processus, des règles et de la culture organisationnelle; et une dimension en rapport avec l'engagement pris dans le cadre de l'Initiative en faveur d'un recours beaucoup plus important à des partenariats multidimensionnels avec des entités extérieures.

92. Jusqu'ici, l'Initiative a été développée en grande partie selon un processus allant des pays vers l'Organisation dans son ensemble, les demandes en ressources humaines étant traitées en interne selon les besoins. Cette approche dictée par la demande s'est avérée efficace d'une certaine manière, puisqu'on a fonctionné essentiellement au moyen des ressources existantes de l'Organisation, en mobilisant les compétences techniques, le savoir-faire et les relations dont on disposait à l'interne, et dans la mesure où le recensement des besoins dans les pays a conduit à une certaine rigueur dans l'utilisation des ressources en renforçant le ciblage, en ajoutant à l'urgence de la situation et en stimulant l'improvisation et l'innovation. Toutefois, l'Initiative s'appliquant désormais à 45 pays, elle fait face à des défis sous-jacents, notamment des hypothèses, des structures, des processus, des technologies et des perceptions qui sont incompatibles avec les exigences très élevées en termes d'efficacité et de confiance qui sont associées à une mise en œuvre à grande échelle.

93. Jusqu'à récemment, l'efficacité en matière de performance organisationnelle à la FAO était généralement assimilée à une réduction des coûts, c'est-à-dire, dans le cas d'une organisation fondée sur les savoirs, à une diminution des apports de main-d'œuvre nécessaires pour créer un ensemble donné de produits. Un concept plus vaste, adopté dans le cadre du développement de l'Initiative, ferait référence, en plus de l'utilisation efficiente des ressources, à l'augmentation de la pertinence, de la qualité et de l'incidence des produits par unité donnée d'apports (essentiellement de la main-d'œuvre qualifiée dans une organisation axée sur les connaissances, mais avec une consommation de capital non négligeable pour l'utilisation et la maintenance de technologies et de capacités habilitantes).

94. L'engagement de la Direction d'améliorer de manière notable l'efficacité organisationnelle par l'intermédiaire de l'Initiative Main dans la main sans revoir à la hausse les ressources du Programme ordinaire est sincère. Récemment, la création et le développement accéléré de la Plateforme géospatiale de l'Initiative ont apporté la preuve qu'il était possible de réaliser des gains remarquables en apportant des modifications au processus d'alignement, à la structure opérationnelle et à la culture au sein de l'Organisation. Au cours des deux dernières années, à la suite d'une décision prise par la Direction à la fin de 2019 visant à regrouper toutes les données détenues par la FAO et à y donner accès via une plateforme ouverte, des experts de 20 unités techniques ont collaboré avec

l'équipe responsable de la Plateforme géospatiale au sein de la Division de la transformation numérique et de l'informatique (CSI) pour répertorier les données, les nettoyer et les géoréférencer, fournir des métadonnées selon des normes validées et permettre l'accès à un grand nombre d'ensembles de données qui étaient jusque-là détenus par les différentes divisions techniques et par les bureaux régionaux et bureaux de pays.

95. Face aux exigences de l'Initiative, la Plateforme géospatiale a été adaptée pour servir de plateforme ouverte de partage d'informations donnant accès à des millions de «couches» de données qui peuvent être combinées pour créer une nouvelle catégorie d'outils d'analyse décisionnelle multicritères, qui confèrent désormais aux ressources que la FAO met à la disposition de ses Membres et d'autres parties prenantes le statut de biens publics mondiaux. Au nombre de ces outils figurent notamment: les analyses stochastiques du seuil de rentabilité, dont on se sert pour générer les typologies dans le cadre de l'Initiative; un outil de localisation des lieux d'entreposage pour réduire l'incidence des proliférations d'aflatoxines; l'outil relatif aux besoins en eau des cultures, qui permet de combiner des informations sur les sols, les cultures et le climat pour estimer les besoins en eau dans différents lieux; ainsi que de nouveaux outils de suivi, de prévision et d'évaluation pour le criquet pèlerin et d'aide à la décision pour la lutte contre la fièvre de la Vallée du Rift. Des partenariats avec l'Agence spatiale européenne, Google Earth Engine, l'entreprise privée Atlas AI, le Centre des sciences du système terrestre de l'Université Tsinghua et le Service Copernicus concernant le changement climatique (AgERA5) contribuent à accroître rapidement le volume et la qualité des données disponibles via la plateforme, mais aussi à renforcer les capacités d'analyse. Cette expansion rapide des capacités, du rayon d'action et des compétences techniques est le résultat non pas d'un investissement massif de capital et du recours à de vastes réserves de personnel spécialisé, mais d'une décision de la Direction de redéployer les ressources existantes et de rechercher activement des alliances stratégiques avec des instituts de recherche d'envergure internationale.

96. C'est une logique similaire qui a conduit la Direction à s'engager à soutenir l'Initiative sans recourir aux ressources budgétaires ni procéder à de vastes changements dans l'affectation des ressources entre les unités de l'Organisation. Alors que les différentes unités de l'Organisation sont désormais directement engagées dans les activités d'appui aux programmes au titre de l'Initiative, il serait inapproprié de parler de «contribution» pour décrire l'application de ressources des unités à l'Initiative. Il est plus juste de présenter l'Initiative Main dans la main comme un changement intangible dans la méthode de travail de l'Organisation, qui met à la disposition des centres, divisions et bureaux participants ainsi qu'à celle des unités et des équipes des bureaux régionaux, des bureaux sous-régionaux et des bureaux de pays une structure et un cadre de fonctionnement clairs, au sein desquels ils sont mieux à même d'unir leurs forces pour obtenir des résultats plus efficaces et à plus grande échelle que s'ils agissaient chacun de leur côté.

97. La désignation de l'Initiative Main dans la main en tant que domaine prioritaire du Programme (DPP) au titre du Cadre stratégique 2022-2031 offre un cadre institutionnel qui permet d'adopter une approche plus complète et systémique pour surmonter les obstacles institutionnels et mettre en place l'ensemble des mesures de soutien institutionnel qui s'imposent pour exploiter tout le potentiel de l'Initiative. Les équipes principales et élargies chargées des DPP devraient agir comme des cellules de réflexion à l'échelle de l'Organisation pour développer les capacités institutionnelles indispensables à chaque domaine. Dans le cas de l'Initiative Main dans la main, ce travail ira au-delà des aspects purement techniques pour aborder aussi des questions importantes d'ordre opérationnel.

98. En principe, le plan de travail devrait s'articuler autour d'un renforcement des cinq piliers qui constituent le cadre de l'Initiative, à savoir:

- a) la Plateforme géospatiale et les outils d'analyse qui y sont associés (analyse de données géoréférencées sur les conditions de vie et la nutrition, typologies, outils d'analyse décisionnelle multicritères, etc.);
- b) l'intégration de toutes les dimensions des systèmes agroalimentaires dans des stratégies différenciées, fondées sur une analyse géospatiale et une approche territoriale;
- c) l'appariement efficace de donateurs et d'investisseurs, afin d'inclure des projets du Fonds vert pour le climat (FVC) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui adoptent

des approches de gestion axée sur un «programme global», comme celle employée dans le cadre de l'Initiative;

- d) la participation à des partenariats avec les principales parties prenantes (producteurs et petites et moyennes entreprises à l'échelle nationale, secteur privé, établissements de recherche, organismes des Nations Unies, société civile et autres organisations non gouvernementales);
- e) un système de suivi et d'évaluation de pointe, fondé sur un indicateur prioritaire, une collecte massive et efficace de données, un partage d'informations et une transparence assurés au moyen de divers systèmes, des examens trimestriels et annuels et une évaluation de l'impact (quasiment) en temps réel.

99. La direction de la coordination pour cette vaste entreprise menée dans le cadre des DPP, de même que les fonctions de surveillance et de gestion de programme au quotidien pour les 45 pays bénéficiaires de l'Initiative seront assurées par l'Unité de la gouvernance sous la supervision directe de l'Économiste en chef de la FAO. La désignation de cette unité comme responsable illustre la nature profonde de l'Initiative Main dans la main et son ambition de fournir tout un éventail de moyens intégrés pour résoudre les nombreux problèmes de coordination qui menacent de saper l'ensemble des efforts déployés pour promouvoir la transformation des systèmes agroalimentaires dans le cadre exigeant du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

VI. Renforcer la composante «développement» du nexus action humanitaire-développement-paix

100. Un défi majeur auquel la FAO a été confrontée à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée est la nécessité d'actualiser son approche en matière de développement à l'appui des pays en situation de crise et de conflit, avec pour objectif de renforcer le volet «développement» du nexus action humanitaire-développement-paix. L'Afghanistan, Haïti, tous les pays du Sahel, la Syrie et le Yémen ont subi des bouleversements extrêmes d'ordre économique, environnemental, politique et militaire (qui se sont souvent manifestés simultanément), et si ce n'est dans les deux derniers pays mentionnés, la perspective d'une action allant au-delà des mesures d'urgence semble hors d'atteinte. Les situations dans lesquelles sont plongés l'Afghanistan, Haïti et de nombreux pays du Sahel, bien qu'elles comportent des risques considérables, laissent également entrevoir de réelles possibilités d'appliquer les méthodes et les mécanismes de soutien de l'Initiative, notamment du point de vue technique, sachant qu'une aide à distance peut être fournie en appui à des programmes novateurs destinés à stimuler le développement de systèmes agroalimentaires inclusifs, durables et résilients.